

Publié le 0 7 JUIL. 2025

## SERVICE REGLEMENTATION DU DOMAINE PUBLIC

Tél.: 03 87 98 93 55

## ARRETE

Le Maire de la Ville de Sarreguemines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5 et L.2542-1 à L.2542-4,

Vu les dispositions du Code de la Route,

Considérant la nécessité de garantir la sécurité des usagers et le bon déroulement des travaux de réparation de branchement d'eau, rue de Verdun,

## Arrête

<u>Article 1</u>: L'entreprise SAUR procédera, pour le compte de la CASC, à des travaux de réparation de branchement d'eau au droit de l'immeuble situé 2A rue de Verdun, **le 10 juillet 2025 de 7h00 à** 

17h00.

Article 2: Durant cette période, la circulation sera interdite. Le stationnement sera interdit et qualifié de

gênant et la vitesse sera limitée à 30 km/h.

Article 3: L'entreprise SAUR sera chargée de mettre en place les présignalisations et signalisations

réglementaires de chantier au moins 48h avant la date de l'intervention.

Article 4: Afin d'assurer un recours en cas de litige, le demandeur devra justifier de la pose de ces

panneaux en envoyant une photo, au moins 48h avant la date de l'intervention, à l'adresse

suivante : police.municipale@mairie-sarreguemines.fr

Article 5: Les infractions aux dispositions ci-dessus seront sanctionnées conformément aux lois et

règlements en vigueur. Tout véhicule laissé en stationnement en infraction au présent arrêté et dont la présence est de nature à apporter une gêne pour les travaux, pourra être enlevé par les

soins de l'Administration aux frais et risques de son propriétaire.

Article 6 : Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés de

de

(Moselle

l'exécution du présent arrêté.

ait à Sarreguemines, le 7 juillet 2025 Jour l'Adjoint au Maire,

Conseillère Municipale Déléguée

Nicole BOURESY-DORCKEL

## Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.